



Un séminaire du Conseil de l'Europe s'est tenu les 10 et 11 novembre 2005 à Kaluga (Fédération de Russie) avec la participation de deux experts membres du Comité de l'UIHJ

Ce séminaire très technique a été mis en place dans le cadre du programme joint entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour la Fédération de Russie et a été co-organisé avec l'Académie juridique de la Fédération de Russie. Il concernait les aspects organisationnels et le fonctionnement des procédures d'exécution sous la direction des responsables des services de l'exécution de la Fédération de Russie.

Le respect du droit à l'exécution

Kaluga et son agglomération se trouve à 180 Km à l'ouest de Moscou et comprend environ 1 million d'habitants. C'est dans ce site, berceau de la conquête spatiale russe (Konstantin Eduardovich Tsiolkovsky – 1857/1935- qui a vécu à Kaluga, est considéré comme le père de la cosmonautique) que c'est tenu le séminaire qui a réuni les principaux responsables de la profession d'huissier de justice en Russie.

Alexey Kojemiakov, chef du service de droit privé de la Direction générale I (affaires juridiques) du Conseil de l'Europe a insisté dans son discours d'introduction sur le haut niveau de compétence des participants russes. Il a présenté les trois experts du Conseil de l'Europe : Dorothee Weckerling-Wilhelm, chef du Département de l'exécution au ministère fédéral de la Justice d'Allemagne, Mathieu Chardon, huissier de justice (France), membre du Comité de l'UIHJ et co-auteur du rapport sur l'efficacité des procédures civiles d'exécution en Russie à la suite de la première mission en octobre 2000, et Jos Uitdehaag, huissier de justice (Pays-Bas), également membre du Comité de l'UIHJ et ayant participé à un précédent séminaire du Conseil de l'Europe en Carélie en juin 2005. M. Kojemiakov a remercié l'Académie juridique de la Fédération de Russie (AJFR) et son recteur, Igor Zvecharovsky, pour son soutien logistique essentiel dans l'organisation du séminaire. M. Kojemiakov a insisté sur l'importance pour les pays membres du Conseil de l'Europe de respecter la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, et en particulier son article 6.1 relatif au droit à un procès équitable dans un délai raisonnable et son corollaire jurisprudentiel, un droit à l'exécution dans les mêmes conditions.

Le séminaire était placé sous la modération d'Igor Zvecharovsky qui a remercié l'ensemble des participants et a souhaité à chacun de fructueux travaux.

Le service des mesures spéciales

Le service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie a mis en place un service destiné à traiter des dossiers d'exécution sensibles, dans le but d'assurer une meilleure exécution des décisions de justice et d'éviter les recours des justiciables devant la Cour européenne des droits de l'homme. M. Alexander Gerasimov, directeur du département de l'organisation du service des huissiers et de l'exécution de l'AJFR, a traité du développement des procédures spéciales d'exécution au niveau fédéral. Sous cette dénomination quelque peu mystérieuse, il s'agit, ni plus ni moins, d'un service dont l'objet est de déterminer, sur l'ensemble du territoire fédéral, quels sont les dossiers d'exécution qui doivent être traités avec le maximum d'efficacité et de superviser cette exécution au niveau local. Une commission a été mise en place à cet effet par Nikolay Vinnichenko, directeur du service de l'exécution de la Fédération de Russie. Ladite commission a le droit de réclamer tous documents et donner



Alexey Kojemiakov, chef du Département de droit privée au Conseil de l'Europe – Alexey Kojemiakov, Head of the private law department at the Council of Europe



Andrey Belyakov, chef du Département de l'organisation des procédures d'exécution de la Fédération de Russie – Head of the Department of Organization of enforcement procedures of the Russian Federation

des recommandations sur la façon d'exécuter les décisions de justice, sur l'ensemble du territoire. Les membres de la commission peuvent se déplacer localement pour effectuer des contrôles. La pratique a cependant montré que ce mode de fonctionnement était cependant insuffisamment efficace. Grâce à une nouvelle organisation, le contrôle a été renforcé au niveau local et permet, selon M. Gerasimov, une meilleure efficacité.



A cet égard, M. Andrey Belyakov, chef du Département de l'organisation des procédures d'exécution de la Fédération de Russie, a évoqué en détail le contrôle des mesures d'exécution des antennes territoriales par le Service fédéral des huissiers de justice de Russie, et en particulier les problèmes juridiques et méthodologiques liés à l'exécution. M. Belyakov a indiqué que la Cour suprême de la Fédération de Russie a reconnu le droit pour le service des huissiers de justice d'organiser le contrôle de l'exécution sur les différents sujets de la Fédération de Russie (la Fédération de Russie comprend 89 sujets, qui sont des entités territoriales). « Le chef de l'exécution, a-t-il indiqué, doit contrôler les cas où les droits des citoyens sont violés et nous devons anticiper les décisions susceptibles d'aboutir à la condamnation de l'Etat ».

L'exécution envers l'Etat

Mme Yulia Krokhnina, co-recteur de la section scientifique du service des huissiers de justice auprès du ministère de la Justice, a évoqué les questions de l'exécution des titres exécutoires envers l'Etat et des manières d'améliorer la situation. Mme Krokhnina a rappelé les termes du séminaire qui s'est tenu en juin, en République de Carélie. Conformément à la constitution russe, tous les jugements peuvent être exécutés et les droits des citoyens ne sauraient être violés. Si une décision ne peut être mise à exécution, il y a violation de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. C'est le manque de ressources budgétaires qui a rendu l'exécution difficile mais ce manque de moyens ne saurait être une excuse. Mme Krokhnina a souligné que la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a proposé des recommandations concernant l'exécution des actes à l'encontre de l'Etat, par voie de budgétisation.

Dans le même sens, Mme Valentina Martinova, chef de la Direction juridique de l'Administration centrale du service des huissiers de justice de la Fédération de Russie, a ensuite abordé les questions de l'exécution des décisions de justice relatives au recouvrement de dettes dues par le budget. Puis M. Vladimir Karpov, chef de la Direction de la division administrative du Service fédéral des huissiers de justice, a évoqué les questions de l'administration et des procédures criminelles au sein du processus d'exécution. M. Karpov a en particulier indiqué comment l'administration traitait les dossiers de décisions de justice.



Alexey Kojemiakov, Igor Zvecharovsky, Andrey Belyakov

Depuis 2002, la responsabilité de l'exécution incombe en effet à ce service. Boris Rossinsky, chef du Département de l'administration juridique du Service des huissiers de justice auprès du ministère de la Justice, a présenté des propositions de réforme du Code des infractions administratives afin d'améliorer les activités des huissiers de justice dans le cas de telles infractions. Les huissiers de justice ont la possibilité d'imposer des amendes immédiatement exécutoires à l'encontre de ceux qui s'opposent à l'exécution des décisions de justice. Ils ont également la tâche de ramener à exécution les contraventions.

L'exécution à l'encontre des personnes morales et le surendettement

Les problèmes de l'exécution des décisions de justice à l'encontre des personnes morales en état de faillite a été traité par Mme Svetlana Gatzoeva, chef de la section des procédures d'exécution à l'Administration centrale du service des huissiers de justice. Mme Gatzoeva a précisé que son service préparait actuellement un rapport sur les problèmes liés à cette question.

Puis, ce fut au tour de Vladen Egorov, suivi par Igor Korsakov, tous deux chefs de division du Service fédéral des huissiers de justice, d'aborder les questions relatives à la saisie et à la vente des biens garantis par des sûretés dans le cadre de procédures spéciales, et des procédures d'exécution à l'encontre des débiteurs dans le cadre des procédures de faillite. M. Korsakov a indiqué en particulier que le nombre de procédures de redressements judiciaires est en constante augmentation et que la procédure d'exécution était stoppée dans ce cas.

Enfin, les aspects pénaux de l'exécution furent traités par Mikhail Risinov, chef du service de l'exécution de la région de Krasnodar.

Aux diverses interventions, suivirent des tables rondes au cours desquels de nombreux échanges furent faits entre les intervenants et les experts du Conseil de l'Europe qui purent apporter l'expérience de leurs pays respectifs.

Après de deux jours de débats intenses, M. Kojemiakov a exprimé, dans son discours de clôture, la satisfaction générale en indiquant que des débuts de solution avaient été trouvés pour les divers problèmes évoqués. Il a ajouté qu'un plan allait être adopté pour la future coopération entre le Conseil de l'Europe et le système de l'exécution forcée en Russie.



Mathieu Chardon, member du Comité de l'UIHJ, expert au Conseil de l'Europe — Member of the Committee of UIHJ, expert at the Council of Europe



A Council of Europe seminar took place on 10 and 11 November 2005 in Kaluga (Russian Federation) with the participation of two experts members of the Committee of UIHJ

This very technical program was organized in the framework of the Joint Program between the European Commission, the Council of Europe for the Russian Federation, with the Russian Legal Academy. It concerned organizational aspects and the functioning of enforcement procedures under the direction of the representatives of the Enforcement service of the Russian Federation.

Respect of the right to enforcement

Kaluga and its suburbs are located at a distance of 180 Km west of Moscow and include around 1 million inhabitants. Kaluga is also the cradle of the Russian Space conquest (Konstantin Eduardovich Tsiolkovsky – 1857/1935 – who lived in Kaluga is known as the father of the Cosmonautic) that was held the seminar which was attended by the high representatives of the profession of Judicial Officers in Russia.

Alexey Kojemiakov, Head of the Private Law at the General Directorate I (Legal Affairs) of the Council of Europe insisted in his welcome speech in the high level of competence of the Russian participants. He presented the three experts of the Council of Europe: Dorothee Weckerling-Wilhelm, head of the Enforcement Department at the Federal minister of Justice of Germany, Mathieu Chardon, Judicial Officer in France, member of the Committee of UIHJ and co-author of the report on the efficiency of civil enforcement procedures in the Russian Federation, following his first mission in Russia in October 2000, and Jos Uitdehaag, Judicial Officer in the Netherlands, also a member of the committee of UIHJ and who participated in a Council of Europe seminar in the republic of Karelia in June 2005. Mr Kojemiakov thanked the Russian Legal Academy (RLA) and its rector, Mr Igor Zvecharovsky for its logistic support which was essential in the organization of the seminar.

Mr Kojemiakov insisted on the importance for the Member of the Council of Europe to respect the European Convention on Human Right, and in particular Article 6.1 relating to the right to a fair trial in a reasonable time and its jurisprudential consequence, a right to an efficient enforcement in the same conditions. The seminar was placed under the chair of Mr Zvecharovsky who thanked the participants and wished everyone fruitful works.

The special means Department

The Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation has created a service destined to take care of certain sensitive cases, in order to ensure a better enforcement of court decisions and to limit citizens to apply to the European Court of Human Rights. Mr Alexander Gerasimov, Director of the of the Organization Department of the Service of Judicial Officers of the Enforcement Department of the Russian Federation, dealt with the development of special enforcement procedures on a federal level. Under this somehow mysterious denomination, hides a service in charge of deciding, at federal level, what are the cases that need to be dealt with the highest possible efficiency and to supervise enforcement at local level. A commission was created to this end by Mr Nikolay Vinnichenko, Head of the Enforcement Department of the Russian Federation. The Commission can ask for any documents and give recommendations on how to enforce the decision in the entire territory of the Russian Federation.



Igor Zvecharovsky, rector de l'Académie de droit de la Fédération de Russie – Rector of the Russian Legal Academy

The members of this Commission can travel locally to the enforcement activities. However, on the field, this has proved to be still inefficient. Through a reorganization of the service, local controls have been reinforced and give better results, according to Mr Gerasimov.

To this end, Mr Andrey Belyakov, Head of Department of organization of the Enforcement procedures of the Russian federation, evoked in details the controls on enforcement measures of local entities by the Federal service of Judicial officers of the Russian Federation, in particular legal and methodological problems relating to enforcement. Mr Belyakov said that the Supreme Court of the Russian Federation recognized the right for the Judicial Officers' Department to organize the control of enforcement procedures in the Russian Federation (The Russian Federation includes 89 subjects, which are territorial entities). "The head of enforcement, he said, must know about the cases where there are risks of violating the rights of the citizens and we must anticipate all cases that could end up in the condemnation of the Russian Federation in front of the European Court of Human rights".

Enforcement against the State

Mrs Yulia Krokhhina, co-rector of the Scientific Section of the Federal Service of Judicial Officers at the Ministry of Justice, spoke about the question of



enforcement of enforcement titles against the State and ways of improving the situation. Mrs Krohkina recalled the seminar that took place in June, in the Republic of Karelia. According to the Russian Constitution, all judgements must be enforced and there should be no violations of the rights of the citizens. If the enforcement of a court decision cannot be implemented, there is a violation of the European Convention on Human Rights. The lack of budget made enforcement difficult but this lack of funding does not stand as an excuse. Mrs Krohkina underlined that the European Commission for Efficiency of Justice (CEPEJ) proposed recommendations relating to the enforcement of court decisions against a State, through the vote of budget.

In the same sence, Mrs Valentina Martinova, Head of the Legal Department of the Central administration of the Enforcement Department of the Russian Federation, talked about the questions of enforcing court decisions relating to debt owed by the Budget. Then, Mr Vladimir Karpov, Head of the Administrative division of the Federal service of Judicial Officers, mentioned the questions of administration of criminal procedures in the enforcement process. In particular, Mr Karpov insisted on how the administration dealt with the enforcement cases. Since 2002, the responsibility of enforcement is incumbent to its service.

Boris Rossinsky, Head of the Legal administrative Department of the Service of Judicial Officers at the Ministry of Justice, presented the propositions contained in the Code of administrative infringements in order to improve activities of Judicial Officers in case of such infringements. Judicial Officers have the possibility to impose fines which are immediately enforceable against those who oppose to the enforcement of court decisions. They are also in charge of enforcing these fines.

Enforcement against legal entities and insolvency

The problems relating to enforcement of court decisions against legal entities in a state of insolvency were dealt with by Mrs Svetlana Gatzoeva, Head of the Enforcement procedures section at the Central administration of the service of Judicial Officers. Mrs Gatzoeva indicated that her service was now preparing a report on the problems relating to this question.

Then it was the turn of Vladen Egorov, followed by Igor Korsakov, both Heads of divisions of the Federal Service of Judicial Officers, to present the questions pertaining to the seizure and the sale of secured assets in the case of special procedures, and enforcement procedures against debtors in the case of bankruptcy. Mrs Korsakov said that the number of Bankruptcy cases was constantly increasing which caused enforcement to be stopped.

Finally, criminal aspects of enforcement were developed by Mikhail Risinov, Head of the Enforcement Department of the Krasnodar Oblast.

Round tables were discussions followed each of the interventions, during which large exchanges were possible between the participants and the Council of



Les experts du Conseil de l'Europe avec les représentants du Service de l'exécution – Experts of the Council of Europe with the representatives of the Service of Enforcement of the Russian Federation



Les experts entourés d'huissiers de justice de charme ! – The experts with some attractive Russian Judicial Officers !



Dans le métro à Moscou – In the Moscow subway

Europe experts who could present the situation in their respective countries. After two days of intense discussions, Mr Kojemiakov expressed in his closing speech, the general satisfaction of the audience, indicating that fragments of solutions were now found on many problems. He added that a plan was going to be adopted for the future cooperation between the Council of Europe and the System of forced enforcement in the Russian Federation.